

CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n°27473 16 mai 2009
dans l'affaire X / I

En cause : X,

Domicile élu : X

contre :

L'Etat belge, représenté par le Ministre de la Politique de Migration et d'Asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA 1^{ère} CHAMBRE, SIEGEANT EN REFERE D'EXTREME URGENCE

Vu la demande de mesures provisoires introduite le 15 mai 2009 par télécopie par X, qui déclare être de nationalité marocaine et qui sollicite du Conseil qu'il « *examine dans les meilleurs délais la demande en suspension et en annulation introduite par le requérant contre l'ordre de quitter le territoire avec remise à la frontière et décision de privation de liberté à cette fin lui notifié le 16 mars 2009* ».

Vu les articles 39/82, 39/84 et 39/85 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 15 mai 2009 convoquant les parties à comparaître le 16 mai 2009 à 13.00 heures.

Entendu, en son rapport, Mme M.-L.YA MUTWALE MITONGA, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me I.CAUDRON, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me K. DE HAES, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRÊT SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. Le requérant, connu des autorités belges sous une autre identité et nationalité, selon le dossier administratif, déclare être de nationalité marocaine et être arrivé sur le territoire belge en 2004. Le 30 juillet 2004, il introduit une demande d'asile. Le 31 août 2004, il est mis en possession d'une annexe 26 bis, décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire.

1.2. Le Conseil relève notamment au dossier administratif, sans être exhaustif, que cette demande d'asile s'est soldée par une décision confirmative de refus de séjour du 8 novembre 2004.

1.3. Le 21 décembre 2004, le requérant introduit une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9 alinéa 3 ancien de la loi du 15 décembre 1980, arguant de circonstances médicales.

1.4. La partie défenderesse lui accorde temporairement un droit de séjour allant du 2 décembre 2004 au 3 mars 2005. Le 22 mars 2005, le requérant quitte le territoire du Royaume pour l'Allemagne, sa demande d'autorisation de séjour devenant sans objet.

1.5. Il introduit une demande d'asile en Allemagne et conformément au règlement Dublin, la Belgique accepte sa reprise en charge.

1.6. Au courant de l'année 2006, le requérant se retrouve au Danemark et en date du 9 janvier 2007, les autorités danoises font une demande de reprise auprès des autorités belges.

1.7. Il ressort du dossier administratif que le requérant a été condamné à plusieurs reprises par les tribunaux correctionnels de Leuven et de Bruxelles. En outre, il a fait l'objet de plusieurs ordres de quitter le territoire aux dates suivantes (les six premiers étant définitifs) :

- le 1^{er} novembre 2006,
- le 28 août 2006,
- le 10 mai 2005,
- le 11 février 2009,
- le 18 février 2009,
- le 10 mars 2009,
- le 16 mars 2009

1.8. Le requérant a introduit une requête de mise en liberté, à l'encontre de la décision du 16 mars 2009 devant la Chambre du Conseil de Bruxelles qui confirme la mesure de privation de liberté et ce en date du 1^{er} avril 2009.

1.9. Le 8 mai 2009, le requérant a refusé un rapatriement vers le Maroc et un réquisitoire de réecrou lui a été notifié sur base de l'article 27 al.1 de la loi du 15 décembre 1980

1.10. L'ordre de quitter le territoire avec décision de remise à la frontière et décision de privation de liberté à cette fin du 16 mars 2009 précité est libellé comme suit :

MOTIF(S) DE LA DECISION (2)

0 - article 7, al. 1er, 1 : demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis ; l'intéressé n'est pas en possession de passeport valable revêtu d'un visa valable

En application de l'article 7, alinéa 2, de la même loi, il est nécessaire de faire ramener- sans délai l'intéressé(e) à la frontière, à l'exception des frontières allemande, autrichienne espagnole, française, grecque, italienne, luxembourgeoise, néerlandaise, portugaise (1), norvégienne, suédoise, finlandaise, islandaise, danoise, estonienne, lettonne, lituanienne, hongroise, polonaise, slovène, slovaque, suisse, tchèque et maltaise pour le motif suivant.

L'intéressé réside sur le territoire des Etats Schengen sans visa valable. Il ne respecte pas la réglementation en vigueur. Il est donc peu probable qu'il obtempère volontairement à un ordre de quitter le territoire qui lui serait notifié.

De plus, plusieurs ordres de quitter le territoire ont été déjà notifiés à l'intéressé. L'intéressé a été arrêté par la police pour séjour illégal : le 24/11/2004 par la police de Tienen/Hoegaarden (+vol à l'évalage PV LE.12.L.S.006351/2004 ; le 23/04/2005 par la police de Schaarbeek ; le 10/05/2005 par la police de Bruxelles ; le 16/06/2005 par la police de SPC Centre Bruxelles ; le 03/10/2006 par la Bruxelles Ouest et le même jour par la police de Bruxelles ZP 5339 ; le 11/10/2006 par la police de Bruxelles ; le 21/10/2006 et le 23/10/2006 par la police SPC Brigade Metro ; le 26/10/2006 par la police de Bruxelles/elles ; le 01/11/2006 par la police de Bruxelles ; le 27/02/2007, 07/04/2007 (+ vol à la tire - PV BR.55.FD.101829/2007), 28/04/2007 , 10/05/2007 par la police de SPC Centre ; le 31/07/2007 par la police Brigade Metro ; le 18/08/2007 par la police d'Anderlecht ; le 24/01/2009 par la police de SPC Centre Bruxelles

Il a été condamné le 15/02/2005 par le Tribunal Correctionnel de Louvain pour trois mois de prison pour vol à l'évalage, le 03/12/2007 par le Tribunal Correctionnel de Bruxelles pour coups et blessures volontaires pour 12 mois de prison avec sursis ½ et le 25/06/2008 par le Tribunal Correctionnel de Bruxelles pour 15 mois de prison.

Il a reçu plusieurs ordres de quitter le territoire, dont les plus récents : le 01/11/2006, valable jusqu'au 06/11/2006 inclus ; il a été écroué au centre fermé de Votem le 10/05/2007 et libéré le 09/07/2007 avec un nouveau délai du 09/07/2007 jusqu'au 14/07/2007 pour quitter le territoire. Le 18/05/2007 il a été écroué à la prison de Forest et mis à la disposition de l'Office des Etrangers le 03/01/2008. Il a été libéré du centre fermé le 15/04/2008 avec un nouveau délai du 15/04/2008 jusqu'au 20/04/2008 pour quitter le territoire ; le 10/03/2009 un OQT lui a été notifié valable jusqu'au 15/03/2009 inclus. Aujourd'hui l'intéressé a été de nouveau contrôlé en séjour illégal. L'intéressé refuse donc manifestement de mettre un terme à sa situation illégale. De ce fait, un rapatriement manu militari s'impose.

En exécution de ces décisions, nous, Jos Jonckheere, assistant administratif délégué du Ministre de la politique de migration et d'asile, prescrivons au Commissaire de Police/ au Chef de corps de **SCHAERBEEK** et au responsable du centre fermé de de faire écrouer le nommé **Lamillh mohamed alias Amour, alias** au centre fermé de *Centre 127 bis (Steenokkerzeel)*

L'intéressé(e) peut être transféré(e) à la première occasion à *Centre 127 bis (Steenokkerzeel)*

1.11. Cette décision a fait l'objet d'un recours en suspension et en annulation introduit le 15 avril 2009 devant le Conseil de céans. Ce recours, enrôlé sous le n° 40.362, est toujours pendant.

1.12. C'est sur la même décision que porte la demande ici en cause.

2. L'objet du recours.

2.1. L'article 39/85 de la loi précitée du 15 décembre 1980 précise ce qui suit :

« Si l'étranger fait l'objet d'une mesure d'éloignement ou de refoulement dont l'exécution est imminente, l'étranger qui a déjà introduit une demande de suspension, peut, à condition que le Conseil ne se soit pas encore prononcé sur cette demande, demander, par voie de mesures provisoires au sens de l'article 39/84, que le Conseil examine sa demande de suspension dans les meilleurs délais....) »

2.2. Il ressort de la demande que le requérant postule du Conseil qu'il statue, selon la procédure d'extrême urgence, sur la demande de suspension que le requérant a introduit le 15 avril 2009 à l'encontre de l'ordre de quitter le territoire avec décision de remise à la frontière et décision de privation de liberté à cette fin datée du 16 mars 2009.

3. L'examen de l'extrême urgence.

3.1. Dès lors que le requérant est privé de liberté aux fins d'exécution de la mesure d'éloignement et étant donné qu'un rapatriement a été organisé pour le 17 mai 2009, l'imminence du péril est établie.

3.2. Le constat de l'imminence du péril ne peut toutefois avoir pour effet d'exempter l'étranger qui sollicite le bénéfice de l'urgence de l'obligation de faire preuve dans son comportement du même souci d'urgence. Il convient à cet égard de souligner que la procédure d'extrême urgence est une procédure qui, compte tenu des circonstances, réduit à un strict minimum l'exercice des droits de la partie défenderesse et les possibilités d'instruction de la cause. Le recours à une telle procédure doit dès lors rester exceptionnel et ne peut être tributaire du bon vouloir de la partie requérante. Il ne peut par conséquent être admis que pour autant que l'étranger ait lui-même fait toute diligence pour saisir la juridiction compétente par les voies adéquates.

3.3. En l'espèce, une mesure de contrainte assortissait l'ordre de quitter le territoire du 16 mars 2009 - le requérant étant privé de liberté, spécifiquement en vue de son rapatriement, depuis la notification de la décision litigieuse le 16 mars 2009 - de telle sorte qu'une procédure en suspension d'extrême urgence aurait pu être diligentée dès cette notification conformément à l'article 39/82 § 4 de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers. En effet, l'exécution de la décision dont la suspension et l'annulation ont été demandées le 15 avril 2009 par la voie ordinaire pouvait survenir à tout moment depuis sa notification au requérant.

3.4. Or, la demande ici en cause, où pour la première fois est invoquée l'extrême urgence, a été introduite le 15 mai 2009, soit plus de 60 jours après la date de la notification alors qu'aucune mesure nouvelle et imprévisible n'est survenue depuis la décision du 16 mars 2009, l'information donnée par la partie défenderesse de la date du rapatriement n'étant que la communication d'une modalité d'exécution de celle-ci.

Un tel délai d'attente, avant d'agir sous le bénéfice de l'extrême urgence est de nature à contredire le caractère d'extrême urgence dont le requérant se prévaut actuellement devant le Conseil.

L'explication donnée à l'audience quant à la non introduction d'emblée d'un recours en suspension d'extrême urgence à l'encontre de la décision du 16 mars 2009 (le fait qu'il y ait eu succession d'avocat, le requérant vient de prendre connaissance de la date du rapatriement, la date de la célébration du mariage), ne peut être retenue dès lors qu'il ne s'agit que d'une appréciation personnelle et qu'une première tentative de rapatriement a déjà eu lieu en date du 8 mai 2009. Il appartient au requérant d'assumer les conséquences.

3.5. Qu'il en est de même concernant la diligence à introduire le recours dès lors qu'aucun élément postérieur au recours en suspension n'est avancé pour justifier du recours à la procédure particulière de l'extrême urgence. Une demande de suspension introduite selon la procédure ordinaire ne peut être suivie d'une demande de mesures provisoires introduite selon la procédure d'extrême urgence que pour autant que le requérant fasse valoir des éléments dont il ne pouvait avoir connaissance au moment de l'introduction de la demande de suspension et dont le caractère irréversible viderait de son objet la demande en suspension préalablement introduite. En terme de diligence, il revenait à la partie requérante d'introduire sa demande le plus rapidement possible, les éléments de départ n'ayant pas changé entre le 16 mars 2009, date de l'introduction du recours en suspension et annulation et ce jour, le 16 mai 2009.

Il convient de conclure que le requérant n'a pas agi avec toute la diligence requise pour mouvoir une procédure par la voie de l'extrême urgence.

Il s'ensuit que la demande de mesures provisoires d'extrême urgence est irrecevable.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique :

La demande de suspension d'extrême urgence est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la Ière chambre, le 16 mai deux mille neuf par :

Mme M.-L. YA MUTWALE MITONGA juge au contentieux des étrangers,

Mme J. MAHIELS greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

J. MAHIELS

M.-L. YA MUTWALE MITONGA